



Redéfinir un nouveau modèle de consommation face à la cherté de la vie*



Bassirou Bonfoh (épidémiologiste vétérinaire), **Gilbert Fokou** (socio-anthropologue),
Emmanuel Dabo (sciences de la communication et de l'engagement) et
Daouda Dao (économiste agricole)

Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire

Selon le dictionnaire, la cherté de la vie est le caractère de ce qui est cher, coûteux ou qui exige de lourdes dépenses liées au prix élevé de quelque chose en une période donnée de la vie. Elle est l'articulation entre la capacité de payer des éléments de la vie. Cette capacité se traduit par une recherche d'équilibre entre les revenus globaux et les prix des biens et services vitaux. En effet, le prix est le reflet de la rareté relative d'un bien et d'un service. Face à cette rareté l'on note de plus en plus l'élargissement de la base et de la structure de la demande (ex. démographie galopante et exigences des ménages tant au niveau du volume que de la qualité des biens et services) avec une structure de l'offre contrainte par les effets des changements climatiques et du niveau de développement des innovations et de leur appropriation par les populations. A ces arguments on pourrait ajouter en tenant compte des conséquences de la pandémie du Covid-19, une profonde perturbation de la structure de production. On peut donc imaginer une situation où la demande a cru plus rapidement que la création de biens et services rendant ainsi l'accès aux produits de première nécessité plus difficile. Il faut ajouter à ces phénomènes économiques l'inflation naturelle caractéristique de toutes les économies de marché.

On parle en général de vie chère quand l'évolution des prix des produits de grande consommation est inadéquate avec l'évolution du revenu des ménages et dont le pouvoir d'achat est relativement stable ou faible. C'est un phénomène complexe multidimensionnel lié à plusieurs facteurs qui contribuent à détériorer les conditions et la qualité de vie et/ou à dégrader le pouvoir d'achat individuel ou collectif. Elle rend difficile l'accès et la jouissance d'un bien ou d'un service souhaité et se caractérise par les difficultés de satisfaction des besoins vitaux essentiels.

En effet pour évaluer la cherté de la vie, il existe des outils de mesure du taux d'inflation mais avec de plus en plus un questionnement de la méthodologie de calcul du fait de la complexité induite par la globalisation. De plus l'utilisation fréquente du modèle « panier de biens » ne coïncident pas toujours avec le ressenti des populations. Ces dernières éprouvent un sentiment d'injustice nourri par la pression fiscale et cette impression d'une corruption latente.

Le monde de façon générale et plus particulièrement les pays africains ont récemment connu cette situation de cherté de vie avec les émeutes de la faim en 2008. Plusieurs raisons ont été fournies pour expliquer cette brutale hausse des prix. Certaines se sont concentrées sur les limites du mécanisme de régulation marchande, d'autres sur les conséquences néfastes du laisser-fairisme et des politiques des grands organismes internationaux, enfin quelques voix ont mis l'accent sur la modification du contexte économique, social.

Face aux différentes crises se dressent des réformes politiques et socio-économiques et des voix s'élèvent pour fustiger la cherté de la vie en mettant la responsabilité sur les gouvernants dont le but est d'assurer le bien-être et la sécurité de ses populations. Mais il s'avère que ce sont de ces phénomènes que des crises surgissent comme ce fut le cas au Soudan où l'augmentation du prix du pain a conduit à des émeutes en janvier 2018.

Dans ce second article (cf. 1er sur la crise de Agrobusiness), à la suite de l'analyse du problème par les auteurs et des échanges entre les chercheurs du CSRS à Taabo (23-24 juillet 2020) et à Adiopodoumé (28-29 juillet 2021), nous exposons de manière neutre ce qu'une personne lambda devrait connaître sur cette crise.

1 Facteurs principaux de la cherté de la vie

2 Mode d'accès aux biens et services et comportement des ménages

3 Conséquences et risques de la cherté de la vie

4 Réponses intégrées face à la cherté de la vie

* Cherté de la vie fait référence aux termes utilisés dans les médias



1. Facteurs principaux de la cherté de la vie

La cherté de la vie est un phénomène multifactoriel avec des problèmes structurels et de plus en plus conjoncturels du fait des changements des systèmes de production et de consommation. Sur le plan structurel, nous sommes aujourd'hui plus une société de consommation que de production des biens et services vitaux. Nous dépendons en grande partie de l'extérieur du fait d'une économie extravertie. Notre société consomme moins ce qu'elle produit et produit plus ce qu'elle ne consomme pas. Ce modèle économique de consommation expose les populations et leurs pays à une dépendance permanente. Les modèles de développement (classique et néoclassique, keynésianisme, monétarisme, ...) sont fondés sur des hypothèses de l'existence d'un secteur national de production et de transformation. Mais depuis des décennies, force est de constater que la production des biens de consommation dépend essentiellement des cours de l'énergie (production des services) et des aléas climatiques (production des biens de consommation).

1.1 Fonctionnement du marché : mécanisme de l'offre et de la demande

A chaque grand groupe de produits agricoles par exemple, correspond un marché particulier. Les différences de prix entre les différents types de marchés varient en fonction de l'offre et la demande. L'offre de produits agricoles apparaît sous la forme d'une production nationale, d'une production étrangère (importations) et la constitution de stocks. La demande se dissocie en consommation nationale et exportations. Les fluctuations du marché portent à la fois sur les quantités produites et commercialisées, les stocks, les appels des principaux pays importateurs, les parts de marché des principaux pays exportateurs. Elles se traduisent par un cours (prix) sur les différents marchés, qu'il faut convertir en monnaie étrangère (taux de change) dans le cas des échanges internationaux. La demande se présente sous la forme d'une consommation nationale et d'exportations. Dans les deux cas, les produits agricoles ont trois débouchés possibles : l'alimentation humaine, l'alimentation animale, et l'utilisation à titre de biens intermédiaires des industries non alimentaires. Si la production, la consommation et les stocks mondiaux donnent la tendance du marché, ce sont les échanges mondiaux (exportations-importations), qui fixent les prix. Il convient donc de connaître avec précision les zones de surplus et de déficit pour apporter des solutions ou atténuer les impacts des variations.

Il existe un phénomène dominant en agriculture appelé effet « **King** » observé, par exemple, dans la production porcine. Cet effet rappelle qu'une hausse de la production de 2% génère une baisse des prix de plus de 50%. Dans le cas du blé dur, on soulignera que le Canada et les USA représentent près de 80% des échanges mondiaux de blé dur. Lorsque la production nord-américaine baisse de 15%, ceci représente une baisse de 3.5% de la production mondiale, mais surtout une baisse de 20% des surplus exportables mondiaux. La conséquence est que les prix mondiaux augmentent de 25%.

Sur un autre plan, les produits agricoles sont soumis à ce que l'on appelle le mécanisme du « **Cobweb** », c'est-à-dire à une

dynamique prix-quantité. Le modèle décrit une situation dans laquelle en raison des délais de production, la décision de produire pour la période suivante est fondée sur la situation observée dans la période en cours. Une telle situation de déséquilibre est productrice de fluctuations. Il s'enclenchera alors un processus de convergence vers l'équilibre, les fluctuations enregistreront un amortissement progressif. A contrario, il s'enclenchera un processus de divergence, les fluctuations iront en s'amplifiant selon les pentes des fonctions d'offre et de demande. C'est ce qui est induit par la nouvelle loi de finance en Côte d'Ivoire.

On voit donc que la cherté de la vie peut s'appréhender sous l'angle internationale avec une analyse de la structure de la demande ou de la variation de stocks, mais aussi la concentration des espaces de production et, enfin, avec la structure de la production agricole dans une incompressibilité du temps.

1.2 Facteurs structurels et conjoncturels :

1.2.1 Ressorts historiques et anthropologiques d'une économie de la dépendance perpétuelle

La Côte d'Ivoire a hérité d'une économie coloniale dominée par l'exportation alors que le secteur du vivrier est caractérisé par l'informel et négligé, ce qui a amené des auteurs à qualifier l'économie ivoirienne de dualiste (Chauveau, 1985 ; Chauveau et Dozon, 1985). Bien que devenus attractifs plus tard pour constituer une opportunité de reconversion économique pour les populations "indigènes", les cultures de rente (ex. café, cacao, coton), ont été introduites sous l'impulsion d'une politique autoritaire de l'administration coloniale. Même si à posteriori, une analyse à travers les grilles interprétatives de la sociologie des usages peut faire observer un processus d'appropriation des moyens de production par les populations locales pour en faire le principal outil du miracle économique ivoirien, on peut aussi y voir une certaine acculturation. Même de nos jours, la Côte d'Ivoire produit plus pour l'exportation. Dans le même temps, malgré les stratégies et initiatives mises en place pour soutenir certaines filières agricoles, la production vivrière n'a jamais réussi sa décolonisation. Elle reste une activité stratégique mais marginale et informelle.

L'industrialisation de la Côte d'Ivoire est tout aussi d'inspiration coloniale. Le fait industriel découle d'un antagonisme entre les techniques introduites par les colons au départ, les coopérants ensuite, et enfin les partenaires au développement face aux pratiques locales des populations (Diezou, 2016). Bien que le secteur industriel ait connu depuis lors de nombreuses transformations qui ont permis de construire des secteurs industriels nouveaux basés sur des mutations socio-culturelles et techniques, le développement de l'industrie au 21^e siècle n'a pas été au-delà de l'agro-industrie (transformation d'une infime partie des produits de rente), pour produire l'essentiel des produits dont dépendent les populations et qui sont toujours pour le moment, importés.

Les dichotomies traditionnel/moderne, local/importé, artisanal/industriel, ont contribué à structurer les modes de consommation chez les populations. Il n'est certes pas rare de voir de nombreuses communautés appliquer le principe de la double norme (normes exogènes versus normes endogènes, normes du marché versus normes de la communauté) sur certains produits



qu'elles produisent et consomment en mettant une partie sur le marché. Mais la qualité de ces produits est parfois une exigence des acheteurs extérieurs ou des industries et de ce fait, ils sont mis sur le marché suivant certaines normes juste pour satisfaire le client. Ces normes renvoient aux conditions de production qui doivent répondre au cahier des charges spécifique des distributeurs ou des consommateurs en termes de qualité sanitaire. Les règles d'exportation des produits agricoles tels que la banane, le poisson ou la mangue montrent clairement cette dynamique où les 'meilleurs' produits sont destinés à l'exportation ou aux industries et les grades inférieurs à la consommation locale. Comme on le voit, le fait historique a structuré les modes de consommation extraverties. Dans l'imagerie populaire, ce qui est 'bon' provient généralement de chez l'autre (« derrière l'eau »), c'est-à-dire importé de l'étranger et particulièrement de l'occident. Il en est ainsi pour des produits manufacturés, de l'industrie vestimentaire, et même de l'agro-alimentaire. Même si la montée fulgurante du « Made in China »

dont la qualité est souvent questionnée, attente parfois l'attrait pour les produits étrangers, les modes de consommation sont essentiellement tournés vers l'extérieur. Des smartphones de dernière génération tombent dans les mains de la population parfois aux conditions économiques bien modestes, à la vitesse des premiers camions de livraison au sortir de l'usine de fabrication. Nous prisons tous le chocolat suisse tout en délaissant la mambo ivoirienne produit localement avec du cacao du pays. Presque personne ne choisirait un sac à main fabriqué localement si l'on devait faire le choix entre des produits de l'artisanat ou des tanneries de Korhogo et du Louis Vuitton. Cette extraversion de la consommation liée au train d'une économie de consommation désormais à grande vitesse, est la résultante du fait colonial où la population a fini par intérioriser sa soumission et sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Dans cette économie de la dépendance perpétuelle, les besoins sont créés et satisfaits par les autres, et le consommateur subit les coûts et les contre-coûts de la vie.



1.2.2 Les effets pervers de la grande distribution et du marketing

L'émergence des classes moyennes en Côte d'Ivoire favorise depuis quelques années, l'installation de la grande distribution. De nombreux Mall et hypermarchés ont fait leur entrée dans le paysage économique de plusieurs villes et offrent une plus grande diversité de produits de « qualité ». Leur démarche

est parfois de favoriser le business local et de se fournir, par exemple, directement auprès des agriculteurs et des éleveurs locaux qui respectent des normes de qualité. Si cette démarche a l'avantage d'encourager l'amélioration de la sécurité sanitaire des produits mis sur le marché, c'est un nombre limité de petits producteurs qui peuvent figurer dans le carnet des commandes. Pourtant, l'impact du concept de la grande distribution dans



les réflexes de consommation des populations est énorme. Les grandes enseignes qui s'installent autour de ces espaces de distributions offrent une gamme variée de produits et de marchandises importées qui contribuent à construire la tendance à la dépendance perpétuelle vis-à-vis de l'extérieur et des grandes surfaces dont les marges sont grevées par les taxes et autres faux frais des intermédiaires et des rackets.

Les événements calendaires de l'année sont des temps forts pour les commerçants. Un événement calendaire est une fête traditionnelle plus ou moins ancienne, basée ou non sur la religion et la culture. En Côte d'Ivoire, les plus importants événements calendaires sont Noël, la Saint Sylvestre, la Pâques, le Ramadan, la Tabaski. A ces fêtes plus ou moins religieuses sont greffées d'autres occasions de célébrer un événement telles que les baptêmes ou des mariages, mais surtout d'autres fêtes qui émergent de plus en plus et exercent une pression tyrannique sur les habitudes de consommation. Ce sont entre autres, la Saint Valentin, fête des mères, Journée de la femme, fête des pères, etc., qui sont des occasions où des cadeaux affluent.

A l'occasion de ces événements, le marketing calendaire est actualisé, et les boutiques, les réseaux de franchises ou autres sites internet développent des stratégies commerciales spécifiques pour ces jours. Certains événements visent plus généralement des populations spécifiques, comme pour la fête des mères ou des pères, la fête des amoureux, etc. Cependant, la publicité et le marketing autour de la consommation de nombreux produits festifs, poussent des personnes, même les plus réfractaires à se plier au diktat du phénomène. Dans un contexte où le calendrier festif rythme les saisons agricoles, les temps forts de la vie sociale, les fleuristes, les chocolatiers, les restaurateurs ou les bijoutiers par exemple, trouvent facilement de quoi séduire les consommateurs.

A ces occasions, les commerces développent des initiatives spécifiques centrées sur des offres et promotions exceptionnelles ; des produits ou packaging spécifiques; le marketing événementiel ; des jeux concours et des actions commerciales spéciales pour accroître la consommation (ex. secteur de la téléphonie mobile). Pris dans cette spirale d'inspiration exogène, de nombreux ivoiriens sont exposés à la surconsommation des produits pas toujours de première nécessité réduisant ainsi les marges de manœuvre d'accès aux biens et services vitaux dans un contexte d'absence de planification de budget du ménage. La population doit trouver une marge de manœuvre sur ces biens de première nécessité dont les prix galopent en fonction du marché.

1.2.3 Incertitudes et crises socio-écologiques

Les incertitudes liées aux crises multiformes (environnementales, sanitaires, économiques, sociales, politiques, etc.) qui traversent la société ivoirienne affectent durablement la disponibilité et l'accessibilité des produits de consommation courante, surtout quand ces derniers sont liés à la terre. Les incertitudes auxquelles le pays fait face inclut : (i) **les incertitudes climatiques** : variabilité du climat affectant négativement la productivité agricole mais aussi énergétique (production hydroélectrique). La Côte d'Ivoire étant tributaire de certains pays étrangers pour certains produits de consommation courante telles que

le riz, le bétail, les changements climatiques ou les intempéries et les crises dans certains pays d'Asie du Sud-Est et du sahel affectent les prix sur le marché local où les investissements dans l'adaptation sont insuffisants (ex. irrigation, mécanisation). (ii) **les incertitudes sanitaires** telles que les épidémies Ebola ou le Covid-19 handicapent durablement l'économie mondiale dans son ensemble avec de nombreux corollaires sur le plan local. D'autres part, il s'agit des épizooties (grippe aviaire, peste porcine, etc.) qui constituent de graves contraintes à la production agricole dans un contexte où les investisseurs agricoles ne souscrivent que rarement à des polices d'assurance. (iii) **les incertitudes sécuritaires** : La Côte d'Ivoire connaît des épisodes de violences intercommunautaires depuis plusieurs décennies. On peut ranger les diverses crises sociopolitiques politiques de 2002-2011 ou de 2020 ayant entraîné en tout quelques milliers de morts à travers le pays dans cette catégorie. Ces crises déstructurent non seulement le tissu de production agricole et industriel, mais plombent les investissements dans le secteur. Elles conduisent aussi à une pression sur des ressources rares telles que la terre, l'eau, le logement, les transports, etc. Par ailleurs, les conflits intercommunautaires sont souvent la conséquence de la compétition pour le principal moyen de production qu'est la terre. Cette insécurité foncière sape les bases de la productivité agricole, mais aussi des investissements agro-industriels et immobiliers. Les effets de la crise sécuritaire au Sahel se font aussi ressentir sur les produits dont la Côte d'Ivoire dépend (ex. bétail et viande).

2. Mode d'accès aux biens et services et comportement des ménages

Les principaux groupes de biens de consommation sont (i) habitat et alimentation, (ii) santé, éducation, (iii) services et crédits, communication, énergie, transport, eau et loisirs. La culture, le milieu social, les revenus, le niveau socio-économique, la technologie et la perception de la qualité sont entre autres des déterminants du choix, de l'intention, et des décisions de consommer. Cette consommation est une construction sociale qu'il faut analyser. Les normes de qualité endogène et exogène sont dynamiques dans l'appréciation de la qualité suivant la classe sociale. Ex : ce qui vient de chez le « blanc » est bon mais avec une méfiance accrue vis-à-vis des produits communément appelés « chinoiserie » du fait de certaines crises alimentaires en ce qui concerne les aliments. Dans le contexte ivoirien, la classe basse ne consomme pas ce qu'elle veut mais ce qu'elle peut avoir. Par contre la disponibilité et l'accessibilité des produits importés poussent la classe moyenne à une surconsommation. Enfin, les produits de niche sont destinés aux consommateurs aisés ayant une capacité à mettre le prix.

Le mode d'accès aux biens et services prend donc une bonne part dans le phénomène de cherté de vie actuel. Le consommateur peut bien maîtriser sa consommation de certains biens d'alimentation mais se retrouve dans l'incapacité de répondre aux fluctuations des prix des services (habitats, santé, éducation, crédits, communication, énergie, eau, transport, loisirs) dont il dépend. Ces prix subissent l'influence des taxes et des cours de l'énergie. A contrario, certains sont contraints de prendre des produits de moindre qualité comme le dépeint une femme d'une



organisation humanitaire de la place « **on va au marché pour ce qu'on aime et on revient chez soi avec ce qu'on n'aime pas** », ou pour ce chercheur en biologie « **avant avec le montant que je remettais à ma femme, on remplissait le frigo ce qui n'est plus le cas** ». Des comportements et attitudes conduisent donc les consommateurs à des choix dont les coûts sont au-dessus de leur moyen (ex. produits de luxe, recours aux services privés, loisirs...).

Dans un autre registre paradoxal du contexte ivoirien, comment apprécier la faiblesse des consommateurs à s'offrir des biens qui répondent aux besoins physiologiques essentiels lorsque

certains sont capables de s'offrir des tickets de concert d'artiste d'une valeur de 10, 20 voire 50 000 FCFA? En effet, le marketing de l'événementiel comme mentionné plus haut, pousse à la surconsommation et comporte des risques de biais dans l'appréciation de la réalité sociale. Du coup, la revendication de la cherté de la vie d'une frange de la population peut donner l'impression d'être une revendication hypocrite cachant d'autres intentions. Les citoyens doivent donc revoir leur mode de consommation autrement dit, se donner une éthique de consommation avant toute critique des pouvoirs publics.



3. Conséquences et risques de la cherté de la vie

L'histoire le prouve, des velléités de protestation sont généralement associés en contexte dit de cherté de la vie. La Côte d'Ivoire ne fait pas exception vue qu'en avril 2016, il y a eu des protestations contre l'augmentation du coût d'établissement du permis de conduire et du coût d'électricité. Le manque d'anticipation, d'écoute et de concession des autorités, a conduit à des rumeurs, des casses et à une crise de confiance et une défiance de l'autorité. Dans la même veine, des

moyens alternatifs de consommation sont développés par les consommateurs avec la piraterie, le recours à des services de moindre qualité, etc. Ces moyens alternatifs affectent à la fois l'économie avec comme corollaire la détérioration de certains services de base, l'insécurité par les agressions, la création de circuits de distribution non maîtrisés et la santé des populations avec les mauvaises adaptations alimentaires et d'utilisation des produits à risque. Ces moyens alternatifs suscitent également de l'ingéniosité et de la créativité de la part des jeunes et des entrepreneurs dans le développement de services « low cost ».



4. Réponses intégrées face à la cherté de la vie

Les stratégies politiques basées sur la communication et la confiance : sur la question de la cherté de la vie, les outils classiques utilisés principalement par les gouvernants ont été (i) la visite d'espaces de vente (marché et supermarché) pour s'enquérir de la réalité des prix des biens de consommation, (ii) le communiqué pour clarifier certains prix face à des rumeurs, (iii) la conférence de presse pour échanger avec les journalistes et faire d'eux des relais d'informations. Cependant, qu'en est-il des canaux faisant davantage appel à des interactions notamment le débat parlementaire médiatisé pour rassurer la population que les élus sont à l'écoute de leurs préoccupations. Les débats médiatisés (TV et radio) mettent plus dans l'arène des représentants de partis politiques plutôt que les décideurs et les différentes couches sociales au cœur du débat. Cela n'est pas sans créer une série d'interprétations idéologiques plutôt que des interprétations rationnelles basées sur des évidences et des biais dans l'appréciation de la réalité sociale. Les gouvernants ont pour la plupart une vision verticale (top - down) de la communication alors que dans le contexte d'émergence des outils numériques de communication, cette forme de communication connaît assez de limites. L'accès facilité à l'information, la surabondance d'informations, la capacité

des citoyens voire des consommateurs à produire de l'information et à discuter de celles reçues doivent nécessairement conduire les gouvernants et leurs services de communication à revoir leur style de communication. Cela dans un premier temps en développant des systèmes de veille pour mieux capter les commentaires des citoyens ainsi que la rationalité de leur vécu. Dans un second temps, ils doivent mettre en place des mécanismes réguliers d'échanges avec les citoyens/consommateurs (ex. plateforme d'échanges sur les dynamiques de l'offre et la demande des produits).

La concession dans le discours : Le débat, sans les principaux acteurs mais avec des représentants met en scène les stratégies des gouvernants dans la conquête et la gestion du pouvoir. N'ayant pas assez d'arguments et d'espaces d'interaction avec les décideurs et les médias, lorsque la société civile s'engage dans des moyens comme les marches pour se faire entendre, cela est très vite perçu comme une manœuvre politique dont la crainte est une récupération opportuniste : la communication publique qui se veut rassurante doit faire preuve de concession. Il s'agit pour les inter-actants de s'accorder l'un et l'autre, une part de vérité et de compréhension plutôt que d'être dans une position de négation tous azimuts qui, refuse la critique et s'évertue vaille que vaille à défendre une position parfois avec des arguments insuffisants voire fallacieux.



Au-delà de la cosmétique de solution : la création du conseil national de la lutte contre la vie chère en juillet 2017 a été une décision politique louable. Quel est le bilan de cette commission ? Six produits de première nécessité étaient concernés par cette politique volontaire de blocage des prix (riz, sucre, tomate concentrée, huile de cuisson et ciment). Face à cette décision l'on considérait le taux d'inflation comme faible (1 % en moyenne en 2017 moins que le seuil de l'UMOA de 3 %). Dans ce contexte, le FMI soulignait que la distribution inégale des fruits de la croissance poserait un problème avec un taux de pauvreté qui a atteint près de 46 %. Face donc aux revenus des populations qui stagnent, le pays se voit dépendre de l'extérieur pour ses produits de grande consommation avec une non-maîtrise des prix de ces produits du fait de leur dépendance aux intrants (services et biens étrangers). On peut aussi ajouter la crise du COVID-19 en 2020, les impacts de changements climatiques qui se sont invités dans la crise énergétique de 2021 et dont les réponses n'ont été qu'éphémères. Face donc à ces problèmes, il faut une analyse fine et des solutions adaptées, basées sur un observatoire des attitudes et comportement de la consommation.

Agir en amont : Dans le contexte actuel, il est impératif d'entreprendre des actions concourant à atténuer tous les facteurs et les déterminants qui engendrent la vie chère à travers (i) une surveillance des attitudes des consommateurs, (ii) une analyse de la dynamique des besoins et de l'offre en fonction des aléas structurels et conjoncturels. La gestion de la rareté et l'indisponibilité des produits sur le marché, l'absence de produits de substitution adéquats sont autant de facteurs aggravant la vie chère par le renchérissement des prix à travers l'inflation spéculative. La stratégie de gestion des stocks et de la sécurités alimentaire et nutritionnelle en cours d'adoption pourrait constituer un puissant outil de gestion des crises à l'échelle sous-régionale. Comme toute augmentation des prix réduit le pouvoir d'achat et rend la vie chère, elle peut être une réalité économique résultante de l'inflation qui est un phénomène qui provoque une hausse durable et générale des prix. Cependant, une définition du concept d'inflation s'impose. Face à l'incompréhension de la population, il faudrait bien expliquer à la population comment fonctionne le marché et comment elle devrait allouer ses ressources aux différents besoins et face à cela comment le gouvernement gère l'atténuation des taxes sur les produits de grande consommation. Cette exigence nécessite des statistiques de bonne qualité avec des outils d'analyse puissants que la recherche peut fournir.

Gestion des taxes pour booster la consommation locale : avec la nouvelle loi des finances, l'imposition des produits (ex. riz importés) pour favoriser la production locale a été saluante. Mais l'on devrait s'assurer que cette production locale connaisse à court et moyen termes, une augmentation suffisante pour supporter le supplément de demande consécutive à cette substitution. Dans ce contexte, force est de constater que les investissements et la mobilisation du secteur privé ont été très fébriles du fait des conditions non incitatives (taxes élevées sur les facteurs de production et les produits). Les interprofessions de produits vivriers par exemple devraient travailler à réduire les intermédiaires et ce avec l'appui de l'état dans la réduction des taxes sur les biens et services intermédiaires (ex. intrants, équipement agricole, les faux frais (ex. rackettes) dans la chaîne de valeur.

Revoir le train de vie : les modes de consommation à tous les niveaux devraient être revus en tenant compte des exigences du marché, des impératifs socio-climatiques, et les risques d'implosion sécuritaire. La politique du « consommer local » s'avère être une alternative crédible dans un processus de transformation de la culture de la consommation presque toujours orientée vers les produits importés ou exotiques au pays. Cette consommation peut être promue par l'augmentation des revenus et des prêts à la consommation à des taux d'intérêt bonifiés en faisant appel à la surliquidité des banques.





Gestion durable de la cherté de vie

Une nouvelle politique d'aide alimentaire

En 2008, 36 pays avaient besoin d'une aide extérieure, en raison des déficits exceptionnels des quantités de denrées produites et disponibles, d'un manque d'accès généralisé à la nourriture, ou d'une insécurité alimentaire grave : 21 pays étaient localisés en Afrique, 10 en Asie et au Proche Orient, 4 en Amérique Latine et 1 en Europe. Depuis 1993, les volumes ont diminué de 2/3 et la valeur imputée de moitié, la différence s'expliquant par la flambée des prix. Les volumes d'aide alimentaire pour 2007/2008 sont tombés à leur niveau le plus bas depuis le début des années 70, mettant en évidence une relation inverse entre les volumes envoyés et les cours mondiaux qui caractérisent l'aide alimentaire. Si l'aide alimentaire est une composante essentielle des secours d'urgence, elle ne saurait être la base d'une stratégie durable de sécurité alimentaire.

La croissance économique globale aura toujours un impact certain sur l'évolution du coût de la vie si des réponses socio-écologiques durables ne sont pas prônées. Il s'agit

naturellement de repenser (i) le mode de consommation, (ii) la diversité d'investissement dans la création de richesse et des revenus (iii) l'appui à la production qui permet de réduire la compétition aux produits de première nécessité et enfin des (iv) activités permettant une distribution des fruits de la croissance. Une analyse saisonnière est souvent faite du marché (ex. produit vivrier) mais elle n'est pas agrégée avec les phénomènes conjoncturels pour permettre une anticipation sur les crises et les éléments de gestion. Sur un autre chapitre, à chaque échelle du ménage, il faudrait sensibiliser les chefs de ménages à établir des budgets de famille afin d'éviter de vivre au-dessus de leurs moyens. Dans un contexte de cherté de vie, on peut aussi constater des abus et des gaspillages fréquents à tous les niveaux. C'est pourquoi la sensibilisation à l'économie circulaire devrait permettre de faire des économies avec les réductions des pertes. Il est possible de toujours réparer et ré-utiliser certains biens dans une approche économique et écologique. La surveillance et le contrôle de l'effectivité des prix et le partage d'information sur les tendances suite aux grands chocs sont indispensables pour mieux préparer la population.

Directeur Général

: Prof. Inza Koné

Adresse

: 01 BP 1303 Abidjan 01

Télécopie

: +225 27 23 45 12 11

| **Bureau** : +225 27 23 47 27 90 / +225 27 23 47 27 92

| **Email** : secretariat@csrs.ci